

Andes-Caraïbes-Panama : brèves n°14 de la semaine du 31 mars au 6 avril 2017

(Avec la contribution des Services Economiques de la région)

BOLIVIE

La Bolivie dispose de deux fonds de réserves d'un montant cumulé de 13,3 Md USD, indique le Ministre de l'Économie (Fonds de Demande d'Actifs Liquides et Fonds pour la Révolution Industrielle Productive) alimentés par les réserves internationales d'un montant global de 13,3 Md USD (38% du PIB) qui permettent notamment de protéger le système bancaire des pertes potentielles liées aux risques financiers.

COLOMBIE

La dette externe a progressé de 8,6% en 2016, pour s'établir à 120 Md USD, soit 42,5% du PIB. Cette dynamique concerne autant la dette publique (59,4% du total, soit 25,5% du PIB), en hausse de 7,8% que la dette privée (40,6% du total), en hausse de 9,9%. On notera toutefois que le service de la dette (4,9 Md USD) a diminué de 14,9% et par ailleurs que le coût moyen des nouveaux instruments de dette souscrits en 2016 a diminué de 0,8 points, à 2,8%.

Des indicateurs sociaux divergents. Pour la 1^{ère} fois depuis 15 ans, le taux de pauvreté monétaire a légèrement progressé en 2016, passant de 27,8 à 28% en moyenne nationale (mais de 40,3 à 38,6% dans les zones rurales et urbaines), tandis que le taux d'extrême pauvreté progressait de 7,9 à 8,5%. Le taux de pauvreté multidimensionnel continue à baisser, passant de 20,2 à 17,8%, avec toutefois d'extrêmes disparités régionales (5,9% à Bogotá, mais 26,4% sur la côte caraïbe et 33,2% sur la côte Pacifique). Enfin, le coefficient de Gini s'améliore pour la 6^{ème} année consécutive, passant de 0,522 à 0,517.

EQUATEUR

Résultats des élections. Le candidat du parti sortant, Lenin Moreno, a remporté le deuxième tour de l'élection présidentielle (51,16%) face à son adversaire libéral, le banquier Guillermo Lasso (48,84%).

Obligation de rapatriement des réserves des banques privées. La Commission de régulation monétaire et financière a promulgué la résolution, qui prévoit le rapatriement d'une partie des réserves détenue à l'étranger par 5 banques privées, d'un montant de 560 M USD. Selon l'Association des banques privées, 300 M USD ont été rapatriés cette semaine et déposés à la Banque Centrale. Elle estime que 200 M USD devraient être rapatriés dans les jours qui viennent.

HAÏTI

L'Indice Global de l'Indicateur Conjoncturel d'Activité Economique (ICAE) croît de 0,6% en glissement annuel au T1 de l'exercice fiscal 2016-2017 (Octobre/Décembre). Ce résultat modeste découle de la récession du secteur primaire, -6,5%. En effet, les capacités de production agricole se sont réduites de -33% suite au passage de l'ouragan Matthew en octobre. Le secteur secondaire a augmenté de +1,4% grâce aux +2,6% de l'industrie manufacturière et aux +7,6% de la production, distribution d'électricité et d'eau, alors que la construction baisse de -3,1%. Enfin, le secteur tertiaire augmente de +1,2%, avec notamment +9,3% pour le tourisme, +2,5% pour les transports et communication et -7,5% pour l'intermédiation financière.

JAMAÏQUE

Le budget pour l'année fiscale 2017-18 a été approuvé dans les deux chambres, et cela malgré une forte critique de l'opposition concernant le glissement d'une taxation directe (sur le revenu) vers une imposition indirecte (consommation). L'évasion fiscale étant répandue, ce changement de taxation devrait améliorer la collecte d'impôt. Il prévoit l'augmentation du revenu minimum d'imposition de 592800 à 1,5 M J\$ (soit de 4600 à 11700 USD). Les dépenses sont prévues à 5,5 Md USD (20% de plus que le précédent budget) et les recettes fiscales à 3,7 Md USD.

PANAMA

Panama Papers : un an après le scandale, la création de sociétés anonymes à Panama a diminué de -40 % en 2016 (18 593 contre 26 865 en 2015), les secteurs les plus touchés étant les avocats et les services aux entreprises. Plus que le préjudice réputationnel des Panama Papers, ces données reflètent les effets de l'immobilisation des actions au porteur à compter du 31 décembre 2015.

La bonne performance des obligations panaméennes sur ces dernières années. Selon l'EMBIG qui mesure le risque perçu par les investisseurs, avec une moyenne, en février, de 156 points de base de différence avec les obligations des Etats-Unis, le Panama fait mieux que les pays d'Amérique Latine à l'exception du Chili (132) et du Pérou (152). Ce résultat est dû à la diversification de l'économie, à l'utilisation du dollar, à la non dépendance aux matières premières.

PEROU

Quel impact économique pour le « Niño Costero » ? Après une croissance du PIB de +2% pour le T1, les dernières déclarations du gouvernement sont plutôt pessimistes pour l'année 2017. Le Président Kuczynski a ainsi estimé que celle-ci se situerait entre 3 et 3,5 % selon le rythme de mise en œuvre des travaux de reconstruction. L'ampleur même des dégâts reste très incertaine avec des estimations allant actuellement de 3,5 (MacroConsult) à 15 Md USD (armée) sachant que le phénomène météorologique n'est pas terminé. Afin de pouvoir financer cette reconstruction, un projet de loi pour l'augmentation du déficit budgétaire (2,5% prévu initialement pour 2017) sera présenté prochainement au Parlement.

Le montant des projets en PPP paralysés par les conséquences du scandale Lava Jato correspond à 4,7% du PIB. Le Ministre de l'Économie et des finances a annoncé que les projets affectés par ce scandale de corruption seront transférés à d'autres consortiums, afin de ne pas affecter la capacité productive du pays.

REPUBLIQUE DOMINICAINE

La Banque centrale a augmenté son taux directeur de 25 points de base, à 5,75%. Le même ajustement s'applique pour les intérêts payés sur les dépôts à court terme qui sont passés de 4% à 4,25% annuel et le taux de refinancement (Repo) a également augmenté de 7% à 7,25% par an. La décision a été prise lors de la réunion de mars du comité de politique monétaire, suite à l'analyse de l'équilibre des risques, de l'inflation, des indicateurs macroéconomiques, des attentes du marché et de l'environnement international en relation avec l'économie locale.

Ratification l'Accord de Paris (COP21) et annonce de projets d'énergies renouvelables pour 780 M USD. Après que le congrès dominicain ait approuvé l'Accord de Paris, le Ministre de l'énergie et des mines a annoncé que 8 projets d'énergies renouvelables (3 photovoltaïques et 5 éoliens, dont ceux développés par AKUO ENERGY et VALOREM) devraient apporter 361 MW au système énergétique dès 2018. L'objectif du ministre est d'atteindre 630 MW en 2020,

SAINTE LUCIE

Le FMI prévoit une croissance de +0,5% en 2017 (après +0,8% en 2016 et +1,8% en 2015), portée par la construction et l'agriculture. Le Fonds a estimé que la croissance demeurerait modérée sur l'île, contrainte par les rigidités du marché du travail, le coûteux environnement des affaires, la faible compétitivité extérieure et la nouvelle taxe aéroportuaire pouvant freiner la croissance du tourisme. De plus, le lent processus d'assainissement des bilans des banques limite leur capacité à soutenir la croissance. Le FMI recommande des réformes structurelles pour améliorer les perspectives de croissance et une stabilité de la situation budgétaire afin d'ouvrir la voie aux investissements domestiques et extérieurs.

SURINAME

Les prix augmentent de 0,5% en février, selon la Banque centrale, ce qui porte l'inflation annuelle à 45,1% (après 48,7% en janvier et 52,4% en décembre 2016). Ce ralentissement de l'inflation survient après une rapide hausse des prix en 2016. La stabilité retrouvée du taux de change participe à la désinflation (début avril, 7,61 SRD/USD, contre 7,4 SRD/USD fin 2016). Les réserves de change sont relativement stabilisées, atteignant 399 M USD en février.

La dette totale contractée par le gouvernement entre décembre 2015 et janvier 2017 est d'environ 1,4 Md USD (hors opérations de consolidation de la dette par la Banque centrale du Suriname), soit 27,2% du PIB 2015 estimé, remboursable à des taux compris entre 1,95 et 12%. Plus de 400 M USD de ces emprunts sont auprès de banques chinoises.

TRINITÉ ET TOBAGO

Methanol Holdings Trinidad Limited (MHTL) ferme 2 usines. Face à une pénurie en gaz naturel, la pétrochimie MHTL a cessé définitivement ses opérations dans 2 de ses usines. Cette fermeture remet en lumière les difficultés du secteur confronté à la maturation des champs et la baisse des prix (offre mondiale excédentaire). Cette évolution accentue la pression sur le gouvernement pour accélérer ses négociations avec le Venezuela afin de réaliser au plus vite le projet « Dragon » censé drainer d'importantes quantités de gaz dans le complexe trinidadien.

VENEZUELA

Vers un nouveau système de change ? Le président Maduro a annoncé l'instauration d'un nouveau taux officiel Dicom sans en préciser les détails. Cette tentative d'instauration d'un taux de change officiel sera la 5^{ème} en quatre ans, dans un environnement hyper inflationniste (inflation supérieur à 1500% fin 2017 selon FMI). Les changements précédents ont échoué en raison notamment d'une offre de devises insuffisante. Les liquidations quotidiennes moyennes de devises destinées aux importations sont passées de 126 M USD en 2014, à 49 M USD en 2015, 18 M USD en 2016 et 10 M USD en 2017.

Les importations vénézuéliennes continuent de baisser, selon des estimations officieuses, de l'ordre de -25% en 2017 par rapport à 2016, soulignant ainsi la volonté du gouvernement de payer la dette externe prioritairement, alors que la population fait face à des pénuries croissantes pour plus de 57% des produits de consommation. A cet égard, le gouvernement, PDVSA inclus, doit rembourser près de 3 Md USD au titre de la dette externe au mois d'avril 2017.

Patrick HERVE
Chef du service économique régional